



Ébauche — v3

RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et CDPISP

Le 26 septembre 2018
WHITEHORSE, YUKON

Compte rendu des décisions

Présents

COPRÉSIDENTS :

Natasha Clarke
Heather Sheehy

Nouvelle-Écosse — CPSSP
EDSC/Service Canada — CPSSP

Sandra Cascadden
Alex Benay

Nouvelle-Écosse – CDPIPS
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada —
CDPISP

MEMBRES DU CDPISP :

Benoît Boivin
Kathryn Bulko
Rob Entwistle

Québec
MISA central (ville de Toronto)
ASIM Ouest (ville de Kelowna)

Timothy Jobs
Ellen MacDonald
Sean McLeish
C.J. Ritchie
Clinton Scott
Harry Turnbull
Tracy Wood

Alberta (pour Mark Brisson)
Terre-Neuve-et-Labrador
Yukon
Colombie-Britannique
Territoires du Nord-Ouest (pour Dave Heffernan)
ASIM Est (Ville de Windsor)
Île-du-Prince-Édouard

Membres du CPSSP :

Kim Andrews
Deb Bergey
Mark Burns

Bev Dicks
Alan Doody
Guy Gordon
Karla Hale
Ron Hinshaw
Gillian Latham
Christian Laverdure

Anne Matthews
Sonya Read

Anciens Combattants Canada (pour Libby Douglas)
FPSM (Région de Waterloo)
Yukon
Colombie-Britannique
Terre-Neuve-et-Labrador
Manitoba
MSDO (région de Peel)
Colombie-Britannique
Nouvelle-Écosse
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Ontario
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada



		Dipty Saini	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (pour Michelle Lattimore)
		Vidya ShankarNarayan Jackie Stankey	Innovation, Sciences et Développement économique Alberta
		Hillary Thatcher Silvano Tocchi Susan Wilkins	Services aux Autochtones Canada Agence du revenu du Canada Terre-Neuve-et-Labrador
PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS CONSEILS MIXTES/CDPISP/CPSSP			
Aneeta Bains	Innovation, Sciences et Développement économique	Sophia Howse	Coresponsable du volet des priorités de l'identité numérique
Imraan Bashir	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	John Jordan	Colombie-Britannique
Catherine Bennett	EDSC/Service Canada	Clayton Kotzer	EDSC/Service Canada
Alexandre Bourque	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	Cheryl Meek	EDSC/Service Canada
Michal Dziong	ISAC	Carol Prest	Colombie-Britannique
Anik Dupont	EDSC/Service Canada, coprésident du GTAD	Michael Reyes	ASIM Ouest (cité de Whitehorse)
Jaouad Haqhaqi	EDSC/Service Canada	Chantal Ritcey	Alberta
		Roma Robinson	Membre du conseil de l'ISAC
Secrétariat de l'ISAC :			
Dan Batista	Maria Luisa Willan	Linda Robins	Stefania Silisteanu
Poi nt	SUJET/DISCUSSION		Décision/suivi
	Allocation de bienvenue par Sandra Cascadden au nom des coprésidents Sean McLeish introduit l'aîné Chuck Hume qui récite une prière de bienvenue.		
	Questions administratives : Sandra Cascadden remercie Mark Burns et Sean McLeish pour l'organisation des réunions des Conseils mixtes au Yukon.		Décision 1 : Compte rendu des décisions de la réunion des Conseils mixtes du



<p>A) <u>Approbation du Compte rendu des décisions de la réunion en personne sur les Conseils mixtes du 21 février 2018 à Toronto (Ontario) (veuillez vous référer à l'ONGLET 1A)</u></p> <p>Compte rendu des décisions de la réunion des Conseils mixtes du 21 février 2018, adoptée sans changements. La motion est proposée par Harry Turnbull et appuyée par Guy Gordon. Tous les membres sont en faveur de la motion.</p> <p>B) <u>Acceptation de l'ordre du jour des Conseils mixtes du 26 septembre 2018 (veuillez vous référer à l'ONGLET 1B)</u></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 26 septembre 2018 est adopté. La motion est proposée par Ellen Macdonald et appuyée par Sonya Read. Tous les membres sont en faveur de la motion. Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.</p> <p>C) <u>Points de suivi des Conseils mixtes (veuillez vous référer à l'ONGLET 1C)</u></p> <p>Sandra Cascadden indique que les points de suivi sont inclus aux fins d'examen par les membres et que certains seront traités au cours de ces réunions.</p> <p>D) <u>Ordre du jour de la prochaine réunion des Conseils mixtes (veuillez vous référer à l'ONGLET 1D)</u></p> <p>Sandra Cascadden indique que l'ordre du jour de la prochaine réunion est fourni aux membres à titre d'information.</p>	<p>21 février 2018 à Toronto adopté sans changement</p> <p><u>Décision 2 :</u> L'ordre du jour de la réunion du 26 septembre 2018 est adopté.</p>
<p>2. <u>Conférencier du Yukon (veuillez vous référer à l'ONGLET 2)</u></p> <p>Brian Macdonald, sous-ministre adjoint (SMA) de la division Relations avec les Autochtones du Conseil exécutif, fait une présentation sur le gouvernement autonome du Yukon et explique comment une coopération mixte entre le gouvernement et les Premières Nations du Yukon a permis de réaliser un modèle de relation. Il explique que le Yukon a un gouvernement unique doté d'ententes autonomes et que les Premières Nations ont le choix de supplanter les lois du gouvernement du Yukon par leurs propres lois. Ainsi, à titre de gouvernement, le Yukon essaie de veiller à ce que les lois des peuples autochtones soient reflétées dans l'ensemble de lois. Cette coopération mixte avec les Premières Nations implique des consultations régulières, un démantèlement des stéréotypes et l'instauration d'un climat de respect en vue d'un dialogue honnête. Les ministères gouvernementaux participent à des consultations et à des groupes de travail réguliers.</p>	<p>Aucune mesure de suivi n'est présentée.</p>



	<p>Natasha Clarke note deux points qui résonnent de cette présentation : 1) l'écoute pour comprendre — il est important que les citoyens et les intervenants écoutent de manière emphatique et compatissante pour trouver un terrain commun; 2) il est important de prendre des mesures et de les réaliser pour bâtir un lien de confiance.</p>	
3.	<p><u>Volet des priorités de l'identité numérique (veuillez vous référer aux ONGLETS 3A et 3B)</u></p> <p>Rapport d'étape des cinq composantes de la feuille de route nécessaires pour accélérer la gestion de l'identité au Canada</p> <p>Sophia Howse et Jackie Stankey fournissent un aperçu des composantes du volet des priorités de l'identité numérique et établissent le contexte pour la discussion à venir.</p> <p><u>Communications et collaboration :</u></p> <p>Chantal Ritcey fournit une mise à jour sur le volet de travail sur la communication et la collaboration prioritaires en matière d'identité numérique. Elle indique que le groupe fait les demandes suivantes aux Conseils mixtes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'il s'inscrive au groupe sur GCcollab (https://gccollab.ca/groups/profile/865885/endigital-idfr; • qu'il publie des ressources liées à ce thème; • qu'il entame une discussion sur les ressources liées à ce thème. <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Natasha Clarke indique que, bien qu'une plateforme de partage des renseignements constitue une bonne idée, les membres autour de la table ont demandé à quelques reprises au groupe de concevoir une trousse à outils de communication qui permet de faire plus que seulement partager des ressources en ligne. Une sorte d'infographie est nécessaire pour permettre aux membres de « vendre » la proposition de valeur de l'identité numérique dans leurs administrations et à un auditoire de niveau de sous-ministre (SM). <p>Chantal Ritcey répond que certaines ressources existantes provenant de l'Alberta peuvent être partagées. Un rapport sera présenté aux conseils sur la question d'une infographie.</p>	<p><u>Suivi 1A :</u> Demande des responsables du volet des priorités de l'identité numérique aux membres des Conseils mixtes de rejoindre le groupe d'identité numérique sur GCcollab, de publier des ressources que les membres souhaitent partager avec le groupe et de démarrer une discussion</p> <p><u>Suivi 1B :</u> Chantal Ritcey partagera une infographie et une proposition de trousse à outils de communication avec des membres des Conseils mixtes dans une prochaine téléconférence.</p> <p><u>Suivi 1C :</u> Anik Dupont partagera les leçons retenues liées au projet-pilote d'Emploi et Développement social Canada et de la Nouvelle-Écosse sur le numéro d'assurance sociale à la réunion des Conseils mixtes de février 2019.</p> <p><u>Décision 3</u></p>



- Guy Gordon indique que l'identité numérique représente un sujet difficile et qu'une infographie ou une trousse à outils de communication à l'intention des cadres supérieurs serait très utile.
- Sandra Cascadden propose de placer les citoyens au cœur des enjeux, pour mettre l'accent sur l'instauration d'une confiance à l'échelle des administrations. La difficulté réside dans la politique et une discussion devrait être tenue à ce sujet.

Projets-pilotes etancements publics :

Sophia Howse et Arlene Williams (par téléconférence) fournissent une mise à jour sur le projet-pilote en Colombie-Britannique (C.-B.) et les leçons retenues.

Heather Sheehy suggère aux membres de faire le point sur la direction suivie et d'établir des priorités pour faire des progrès cours des 12 prochains mois. Il est nécessaire d'examiner les efforts des sous-groupes de gestion de l'identité et d'en établir les priorités (les mesures que le Groupe de travail [GT] peut adopter pour faire avancer la priorité), puis de les communiquer aux SM à l'aide d'une infographie.

PROJETS-PILOTES :

Démonstration de MyAlberta Digital ID — Projet-pilote Mon dossier Service Canada

Tim Bourn et Rochelle York (par téléconférence) se joignent à Chantal Ritcey pour effectuer une démonstration de MyAlberta Digital ID. *Il n'y a aucune discussion supplémentaire sur cette mesure.*

Il s'agit de la première mise à l'essai du Cadre pancanadien de la fiabilité (CPCF) (technologie, protection des renseignements personnels, sécurité et justificatifs d'identité). Le projet-pilote fournit aux clients d'Alberta une souplesse et une protection pour l'accès à Service Canada et aux outils en ligne de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Une lettre d'acceptation du justificatif d'identité est rédigée et sera signée par le dirigeant principal de l'information (DPI) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) peu avant le lancement en octobre 2018. Le SCT fournit des commentaires pour indiquer que le CPCF est assez robuste pour appuyer des projets-pilotes semblables, mais qu'il pourrait être modifié pour y ajouter d'éventuelles particularités en matière de gestion du rendement et des talents.

Les Conseils mixtes approuvent la décision de déplacer le groupe du CNC sous l'autorité du SCGI.

Suivi 1D :

Le SCGI présentera la version bêta de la personne confirmée (Cadre de fiabilité) mise à l'essai dans plusieurs administrations à la prochaine réunion des Conseils mixtes.

Suivi 1E :

ISDE fera une démonstration de l'organisme confirmé à la prochaine réunion des Conseils mixtes.

Suivi 1F :

Les membres des Conseils mixtes examineront le document de recommandations sur les politiques publiques. Les membres tiendront une discussion sur ce document pour obtenir un appui par rapport aux trois principes directeurs d'ici la prochaine réunion des Conseils mixtes.

Décision 4 :

Les Conseils mixtes approuvent la motion pour la poursuite des travaux du Groupe de travail sur les politiques publiques.



Anik Dupont remercie tous les partenariats, y compris Rob Frelich et l'équipe. Elle indique que toutes les leçons retenues découlant du projet-pilote seront partagées avec les Conseils au cours de la réunion à Ottawa en février 2019.

Cadre pancanadien de la fiabilité (CPCF)

Imraan Bashir fournit un aperçu du progrès réalisé sur le Cadre pancanadien de la fiabilité (CPCF). Il décrit ce cadre comme étant les règles générales qui ne prescrivent pas la technologie sous-jacente. Il s'agit d'un processus de haut niveau doté d'un ensemble de règles qui assurent la fluidité du processus. Il comprend une Directive sur la gestion de l'identité qui doit être ratifiée par le SCT à l'automne.

Imraan Bashir utilise l'analogie d'une version alpha et d'une version bêta pour le cadre de fiabilité. Il indique également que le Canada s'est récemment joint au Digital 7 (qui sera bientôt le Digital 9). Les pays de cette coalition sont tous bien conscients du progrès du Canada dans le dossier de l'identité numérique.

En matière de gouvernance, les responsables de la priorité d'identité numérique recommandent que le Groupe de travail du Carrefour numérique canadien (CNC) soit amalgamé au Sous-comité sur la gestion de l'identité (SCGI). Le SCGI est responsable de la gestion de l'identité dans le paysage fédéral, provincial et territorial (FPT). Le SCT cherche à approfondir sa relation avec le Digital ID & Authentication Council of Canada (DIACC) par une implication accrue. Un comité sous l'autorité de DIACC, appelé CECF (Comité des experts du cadre de fiabilité), est responsable de certaines composantes du CPCF et Ken McMillan, du SCT, y a récemment été nommé à titre de coprésident.

Les Conseils mixtes approuvent la décision de déplacer le groupe du CNC sous l'autorité du SCGI. Sophia Howse propose la motion et Natasha Clarke l'appuie. Tous les membres sont en faveur de la motion.

Personne confirmée — Tim Bouma :

Le SCGI a effectué des essais alpha sur les critères de conformité avec l'Alberta. Il a beaucoup appris de ces essais : il a effectué une conformation de l'identité et des justificatifs d'identité et a reçu des commentaires de DIACC. La version bêta de la personne confirmée (Cadre de fiabilité) mise à l'essai avec plusieurs administrations sera présentée à la prochaine réunion des Conseils mixtes.

Suivi 1G :

L'ISAC discutera avec les Conseils mixtes à propos de l'invitation du Bureau de l'état civil à participer aux réunions futures des Conseils mixtes à titre d'observateur.

Suivi 1H :

Les coresponsables du volet des priorités de l'identité numérique recueilleront la rétroaction des membres des Conseils mixtes liée à la déclaration commune sur l'identité numérique, fourniront une version révisée et en rendront compte aux Conseils mixtes à la téléconférence d'octobre aux fins d'approbation.

Suivi 1I :

L'ISAC organisera une réunion entre les coprésidents des Conseils mixtes, les coresponsables du volet des priorités de l'identité numérique et les coprésidents du SCGI pour discuter des efforts sur les priorités de l'identité numérique (tous les volets de travail).

Suivi 1J :

Les coresponsables du volet des priorités de l'identité numérique



<p><u>État de l'organisation confirmée — Vidya ShankarNarayan</u></p> <p>L'organisation confirmée représente l'ensemble de processus fiables utilisés pour confirmer qu'une organisation est réelle et identifiable, et qu'elle peut véritablement réclamer l'identité de cette organisation. Vidya ShankarNarayan, d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), indique que cette initiative vise à assurer un ensemble de processus fiables, quelle que soit la technologie.</p> <p>Une démonstration de l'organisation confirmée sera présentée à la prochaine réunion des Conseils mixtes en février. On cherche des cas pour établir un ensemble de normes. La présente initiative n'a pas progressé autant que l'initiative sur la personne confirmée et le projet-pilote MyAlberta Digital ID, mais des essais alpha ont été effectués. On peut désormais élaborer des validations de concept en collaborant avec des provinces et des territoires.</p> <p>En progrès : Le sous-groupe de travail du SCGI effectue un examen final. Prochaines étapes : Le SCGI effectuera un examen et fournira des commentaires aux fins de ratification. L'application concrète d'un processus fiable sera explorée à l'aide d'une validation de concept.</p> <p>Vidya indique que le groupe souhaite collaborer avec des provinces qui sont déjà en avance pour élaborer un processus.</p> <p>Imraan note que les banques sont également intéressées par le travail et qu'on souhaite le partager.</p> <p>Il y a des demandes provenant d'administrations qui ont déjà entrepris la confirmation de l'organisation, en vue d'une collaboration avec ISDE pour des cas d'utilisation.</p> <p><u>Politiques et gouvernance :</u></p> <p>Sophia Howse fournit un aperçu des efforts entrepris liés aux politiques et à la gouvernance. Les Conseils mixtes avaient demandé à ce que les politiques et la gouvernance en matière d'identité numérique soient examinées ensemble. Ils avaient demandé au Groupe de travail sur les politiques publiques d'examiner les rôles dans le secteur public et le secteur privé. Le groupe avait 17 participants provenant de tous les ordres du gouvernement. Le groupe a fourni un cadre stratégique avec des recommandations pour une position politique</p>	<p>rendront compte de la feuille de route à jour à une prochaine téléconférence.</p>
--	--



pancanadienne sur la question des rôles et responsabilités du secteur public et du secteur privé par rapport à l'identité numérique.

Les conseils veulent avoir une conversation à propos du rapport, comprendre ses concepts et recommandations clés. Le Groupe de travail sur les politiques publiques souhaiterait obtenir un appui par rapport aux principes directeurs d'ici la prochaine réunion des conseils.

Le GT examine le CPCF, y compris les enjeux et concepts clés comme le consentement, la protection des renseignements personnels et la sécurité. Les discussions comprennent un aperçu de haut niveau sur les constatations et les recommandations. Les défis sont les mêmes que ceux du CPCF, c'est-à-dire, déterminer la définition de la responsabilité et de la gouvernance. Le volet de politique et de gouvernance sera toutefois maintenu, même si le GT sera dissous.

En ce qui concerne la recommandation de dissolution graduelle du Groupe de travail sur les politiques publiques :

- Heather Sheehy demande si la gouvernance demeurera sous l'autorité du SCGI et reçoit une confirmation que tel sera le cas;
- Natasha Clarke indique qu'il faut poursuivre la discussion sur le document d'orientation et, avant la dissolution progressivement du Groupe de travail sur les politiques publiques, il faut lui demander de cerner tout travail supplémentaire à réaliser avant qu'il ne soit progressivement dissous.

Les membres des Conseils mixtes sont d'accord que le Groupe de travail sur les politiques publiques devrait être maintenu. Sophia Howse propose la motion et Anne Matthews l'appuie. Tous les membres sont en faveur de la motion. Il n'y a pas de question ou commentaire supplémentaires.

Anne Matthews indique qu'une réunion a été tenue avec le Bureau de l'état civil tôt en semaine. Celui-ci cherche à obtenir une invitation pour participer aux réunions des Conseils mixtes. Dans une discussion antérieure, une personne du Bureau de l'état civil devait être invitée à la réunion, mais la discussion n'avait pas été documentée.



Déclaration commune sur l'identité numérique :

Le GT fournit une déclaration fictive sur le numérique qui doit être signée (une fois approuvée, à l'avenir) par toutes les administrations et sollicite des commentaires des personnes présentes dans la salle par rapport à celle-ci. La déclaration engagerait toutes les administrations à faire progresser l'identité numérique. Alex Benay (DPI du gouvernement du Canada) s'engage explicitement auprès des provinces et des territoires de collaborer avec elles et de maintenir l'élan. Le GT indique qu'un sous-groupe sera établi pour déterminer le contenu et l'approche à l'aide d'une ébauche de déclaration qui sera distribuée sous peu. Les membres autour de la table réagissent en offrant un soutien tacite pour faire preuve de proactivité et créer un élan par rapport à l'identité numérique. Il est convenu qu'un manque de perspective nationale sur l'identité numérique risque de priver des citoyens de leurs droits et coûter aux entreprises des pertes économiques importantes. Il y a un consensus que la déclaration devrait avoir un objectif clair, des *jalons* et des *dates précises* pour l'avancement de l'identité numérique. Le GT discutera avec les coprésidents et présentera une mise à jour pour le tableau dans un avenir proche.

Sophia Howse indique que le groupe cherche à s'appuyer sur ce tableau pour prouver que le numérique constitue un élément fondamental de l'amélioration des services offerts aux Canadiens. Elle pose les questions suivantes : 1) convenez-vous qu'on doit collectivement signaler un engagement; 2) le cas échéant, quel serait le type de signal? Il faut prendre des mesures et des engagements par rapport à l'identité numérique collectivement, en tant que groupe.

Commentaires des membres :

- Alex Benay signale que l'appétit au fédéral est fort pour ce travail. Le gouvernement fédéral souhaite la concrétisation de l'identité numérique. Il s'agit d'une occasion de supplanter d'autres pays. Il existe beaucoup de possibilités dans cet espace et un signal est nécessaire pour cette entreprise.
- Natasha Clarke suggère la tenue d'une discussion sur l'engagement nécessaire. Nous réfléchissons alors qu'il est le temps d'agir. Elle apprécie l'engagement du gouvernement fédéral et ouvre la discussion aux membres.



- Harry Turnbull indique que les municipalités sont prêtes et qu'elles attendent que les provinces leur fournissent une orientation. Il note qu'on ne tient pas compte des municipalités dans la présentation (l'ébauche de la déclaration).
- Sandra Cascadden indique qu'on est actuellement à une étape de collaboration pour faire avancer cette initiative dans l'intérêt des citoyens et des entreprises. Les citoyens ne savent souvent pas à quel ordre du gouvernement ils ont affaire ou ils ne s'en préoccupent pas. Comment sommes-nous liés et comment allons-nous procéder afin de permettre à tout le pays d'avancer? Quels sont les obstacles d'aujourd'hui? Certaines administrations peuvent manquer d'argent, de ressources ou de temps. Comment persister pour progresser et faciliter le processus pour tout le monde?
- Heather Sheehy indique que nous devrions cerner les obstacles qui nous empêchent d'aller de l'avant et concentrer nos efforts sur ces domaines.
- CJ Ritchie fait remarquer que la C.-B. est très engagée par rapport à l'identité numérique et qu'elle produit conséquemment un élan politique. Les citoyens estiment qu'on représente tous le gouvernement et ils ne comprennent pas pourquoi on ne peut régler cet enjeu. Il s'agit d'une idée convaincante et on devrait aller de l'avant.
- Guy Gordon veut savoir si on est rendu à une étape où l'implication de la direction politique est nécessaire. Il s'agit de mobiliser les bonnes collectivités. Des préoccupations existent à propos de la protection des renseignements personnels, de l'identité et de l'exclusion. Ces préoccupations devraient peut-être faire partie de la déclaration et comprendre les prochaines étapes. Les greffiers sont au courant des enjeux et il serait bien d'obtenir une déclaration afin de pouvoir se concentrer sur des solutions.
- Aneeta Bains propose de déterminer les services communs offerts aux Canadiens ou aux entreprises. Il existe beaucoup d'éléments communs autour de cette initiative qui permettraient de faire une grande différence et d'obtenir une valeur pancanadienne.
- Anne Matthews indique que certaines administrations sont déjà en avance en matière d'identité et suggère qu'elles aident les administrations moins avancées en leur offrant de l'encadrement, ce qui nous permettrait de discuter des obstacles et faire avancer l'enjeu de l'identité.



- Benoit Boivin indique que le Québec n'est plus à l'étape de projet-pilote, mais plutôt à l'étape d'exécution. Il note que le défi réside dans l'harmonisation de la même vision. Selon lui, les lois et la prestation de services constituent un obstacle. De plus, les lois sur l'accès à l'information doivent être changées. Il est d'accord qu'il serait bon d'avoir une déclaration qui donne une impulsion forte. Une déclaration constituerait un grand avantage pour nous. Nous avons besoin d'une déclaration dotée d'un message fort. Nous connaissons la raison d'être et la manière de parvenir à notre fin et nous avons besoin d'un engagement réel.
- Catherine Bennett est d'accord qu'une déclaration peut être un outil très puissant, mais elle signale qu'il faut être prudent dans le choix de nos engagements.
- Natasha Clarke aime l'idée d'une déclaration et indique que la trousse qui a été constituée par les responsables de l'identité numérique représente la trousse la plus exhaustive en matière d'identité qu'elle ait vue à ce jour. Les citoyens et nous-mêmes souhaitons l'adoption de l'identité numérique. Comment pouvons-nous collectivement prendre un engagement? Comment pouvons-nous soutenir nos collègues pour faire progresser leur travail?
- Sandra Cascadden est d'accord qu'il faut collaborer à ce sujet. Du point de vue des administrations, chacun doit déterminer si son administration possède l'argent et les ressources pour réaliser cette initiative et s'il s'agit d'une priorité. Il faut penser à la signification d'un engagement complet.
- Tracy Woods propose d'établir des jalons en fonction des objectifs des administrations plutôt qu'un engagement dans une déclaration. Une norme minimale sera éventuellement établie.
- Alex Benay indique qu'il faut déterminer les jalons et les dates pour les atteindre. Il souligne à nouveau l'engagement du gouvernement fédéral à faire avancer cette priorité.
- Sophia Howse indique que le but de la conversation est de pousser tous les participants à réfléchir sur une déclaration. Si les conseils le souhaitent, elle propose de recueillir la rétroaction d'aujourd'hui et de la transmettre au Groupe de travail, pour ensuite revenir avec des recommandations au cours d'une prochaine réunion.



	<ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke indique qu'on ne veut pas terminer la discussion pour ensuite devoir attendre trois autres mois pour entamer une autre discussion. On a demandé aux membres des conseils d'examiner l'ébauche de la déclaration et de fournir de la rétroaction au cours de la réunion. Les membres s'accordent pour que les coresponsables de la priorité d'identité numérique examinent la rétroaction des membres sur une déclaration commune et fournissent une version révisée à la prochaine téléconférence des Conseils mixtes aux fins d'examen et d'approbation des membres. Une fois qu'elle sera approuvée par les membres des Conseils mixtes, cette version peut être présentée à la table des SM des FPT. Il y a une demande pour une réunion entre les coprésidents des Conseils mixtes et les coresponsables de l'identité numérique, dont les coprésidents du SCGI, pour discuter des révisions à la déclaration commune et des efforts liés aux volets de travail sur l'identité numérique. <p>Sophia Howse fournit une mise à jour de la feuille de route sur l'identité numérique. Les coresponsables du volet des priorités de l'identité numérique présenteront une feuille de route à jour à une prochaine téléconférence.</p> <p>La vidéo du SCT sur l'identification numérique montre une façon de communiquer de façon claire la vision fédérée d'identification pour le Canada. Le SCT encourage les membres à utiliser cette vidéo pour communiquer de manière uniforme la vision à toutes les administrations. La vidéo se trouve à https://www.youtube.com/watch?v=0DMu8dLyTdQ (en anglais) et à https://www.youtube.com/watch?v=K7qtNvabX3c (en français).</p>	
4.	<p><u>Vision UnGC (veuillez vous référer à l'ONGLET 4)</u></p> <p>Imraan Bashir et Marc Brouillard (par téléconférence) fournissent un aperçu de la vision UnGC, soit la vision du gouvernement du Canada pour la prestation de services numériques, son infrastructure habilitante et l'approche pour réaliser la vision. Imraan note que les normes seront émises en novembre, par rapport aux interfaces de programmation d'applications (API) obligatoires, une informatique en nuage et une publication de données obligatoire par défaut, entre autres. L'objectif est d'assurer la prestation de services aux Canadiens sur toute plateforme, sur tout appareil et avec tout partenaire.</p>	<p><u>Suivi 2 :</u></p> <p>Marc Brouillard (SCT) suggère de soumettre une offre aux membres des Conseils mixtes pour tirer profit des travaux en cours.</p>



Principes pour aller de l'avant :

- Collaborer avec les partenaires, dialoguer avec les collectivités de professionnels et faire appel à la « sagesse populaire » pour faire avancer les solutions.
- Maximiser la disponibilité des solutions de service communes afin de veiller à ce que l'expérience des utilisateurs soit harmonieuse et sans heurt.
- Élaborer les solutions de manière agile, itérative et axée sur la collaboration en utilisant des projets-pilotes, des prototypes et des expériences et en faisant appel à des équipes multidisciplinaires.
- Rendre les données appropriées ouvertes par défaut, utiliser les outils et les solutions de source libre.

On demande aux membres de s'impliquer, de former des regroupements à l'échelle des provinces et d'inclure également les opérations de données numériques.

Commentaires des membres :

- Natasha Clarke indique que les municipalités doivent être comprises.
- Harry Turnbull pose des questions à propos de la diapositive dans l'annexe sur les regroupements et veut savoir si les municipalités y sont comprises.

Marc Brouillard répond que le regroupement d'interopérabilité (la plateforme d'échange numérique) permettrait le partage d'information entre différents ordres du gouvernement. Nous souhaitons bâtir un endroit centralisé basé sur des normes ouverture, afin que toutes les personnes puissent communiquer entre elles et afin de veiller à ce que personne ne soit exclu. Il faut collaborer à l'échelle des ministères et des cloisonnements.

- Anne Matthews pose des questions à propos des renseignements personnels stockés dans un seul emplacement (diapositive 20).

Marc Brouillard répond qu'il ne s'agit pas d'une nouveauté, mais qui nous avons besoin de la capacité de se connecter à un service à l'aide d'une identité numérique, ce qui permettra le partage de l'information dans un répertoire fédéré commun et veillera à ce qu'on ne la réplique pas (p. ex., une application pour l'ARC, l'EDSC et le ministère des Anciens Combattants).



	<ul style="list-style-type: none"> Alex Benay signale le besoin de nettoyer nos propres données avant tout. Il existe des ententes d'échange de données qui peuvent être utilisées. Nous souhaitons bâtir une plateforme d'échange numérique avec l'idée d'une approche « une fois suffit ». Natasha Clarke veut savoir comment les membres des Conseils mixtes pourraient appuyer ces efforts et en tirer parti. Jackie Stankey veut savoir comment ces efforts s'harmonisent avec les priorités du Groupe de travail sur le cadre et le modèle logique, à l'intérieur des priorités déjà établies. <p>Marc Brouillard et son équipe (SCT) suggèrent de soumettre une offre aux membres des Conseils mixtes pour tirer profit des travaux en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> Natasha Clarke propose d'ajouter ces travaux dans la priorité de la Stratégie relative au numérique. 	
5.	<p>Démonstration du Réseau organisationnel vérifiable - (ROV) (ONGLET 5)</p> <p>John Jordan et Carol Prest expliquent un cas d'utilisateur pour démontrer le fonctionnement du ROV. John Jordan indique que le livre organisationnel est connecté à la base de données de C.-B. et qu'il a mis l'information à jour en temps réel.</p> <p><u>Commentaires des membres :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Heather Sheehy indique que le ROV est lié à l'intelligence axée sur les données et qu'il y a une énorme mine de renseignements vérifiables. Elle demande aux membres de penser à la façon d'utiliser ces renseignements pour éclairer la prestation de services. CJ Ritchie signale qu'on rencontre les citoyens là où ils se situent et qu'on offre une expérience de service moderne. Il y a une énorme possibilité de développement économique. L'utilisation est très importante. John Jordan et Carol Prest retourneront en C.-B. et apporteront la démonstration à des chambres de commerce afin de montrer le grand potentiel de développement économique. Il existe toutefois des lacunes aussi. La C.-B. a élaboré des changements réglementaires qui ont une incidence sur les petites entreprises. John Jordan et Carol Prest les essaieront et feront un rapport aux membres de la table. 	<p>Suivi 3 : La C.-B. rendra compte sur l'évolution du Réseau organisationnel vérifiable (ROV) à une prochaine réunion des Conseils mixtes.</p>



	<ul style="list-style-type: none"> Harry Turnbull cherche à savoir si le groupe a discuté de ces travaux avec l'équipe PerLE. <p>Carol Prest répond que des discussions avec PerLE ont eu lieu et que ces travaux seront présentés à leur table.</p> <ul style="list-style-type: none"> Alex Benay indique qu'il serait intéressé par les points suivants : 1. accroître l'échelle de cette initiative et connaître des perspectives sur qui est nécessaire pour un tel changement d'échelle; 2. un changement réglementaire pour favoriser la croissance économique. Le ROV réduit les frictions du point de vue technologique. Par rapport à la deuxième question, Carol Prest indique qu'on doit respecter la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, mais qu'il y a des renseignements de base que chaque registre de sociétés peut partager partout au Canada. Les registres gardent toujours les données et représentent la source de vérité sur le plan juridique, afin de faciliter un service amélioré. Bev Dicks signale que chaque administration a des règlements et des dispositions législatives différentes et que cette situation représente une occasion de leadership. Elle recommande aux Conseils mixtes d'occuper cette position de leadership pour déterminer la façon d'aller de l'avant. 	
6.	<p>Les citoyens d'abord 8 (CD8) : Les résultats – (ONGLET 6)</p> <p>Dan Batista, directeur général à l'ISAC, Michal Dziong, gestionnaire de la recherche à l'ISAC, et Marina Gilson, directrice principale de la recherche chez Ipsos Reid, fournissent un aperçu des résultats nationaux de la recherche <i>Les citoyens d'abord 8</i> de l'ISAC.</p> <p>Commentaires des membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> Heather Sheehy indique que <i>Les citoyens d'abord 8</i> fournit une mine de renseignements. L'EDSC effectue également des sondages auprès des citoyens qui sont utilisés pour des travaux de politique et de prestation de services. <p>Hillary Thatcher demande s'il y a une répartition des données démographiques (sexe, populations vulnérables et différence d'âge par rapport aux utilisateurs de services numériques).</p>	<p>Suivi n° 4 :</p> <p>Le comité de recherche des Conseils mixtes demande à examiner et à décomposer les résultats du sondage <i>Les citoyens d'abord 8</i> et à fournir des recommandations aux conseils sur des domaines d'intérêt afin d'avoir une conversation stratégique sur les résultats.</p>



- Marina Gilson indique que des données démographiques n'ont pas été recueillies et que la recherche ne s'intéresse pas particulièrement à celles-ci. Elle indique que les administrations parraines ont reçu un ensemble de données lié à leurs propres résultats qu'elles pourraient trouver intéressant à examiner.
- Dan Batista indique que l'ISAC cherche à décompacter les résultats de la publication *Les citoyens d'abord 8*, vu que l'étude est très importante et qu'elle a duré une année. L'ISAC espère achever *Les citoyens d'abord 9* en 2019, peut-être même avant. Les travaux sur L'accent sur les entreprises 7 sont en cours. Il s'agira d'une version plus condensée qui sera effectuée sur le terrain en décembre, et le rapport sera prêt au plus tard à la fin de l'exercice financier.
- Heather Sheehy signale qu'il revient à nous et aux abonnés d'influencer ces travaux. Les données offrent beaucoup de possibilités seulement si nous en profitons.
- Jackie Stankey veut savoir s'il y a eu une conversation à propos des clavardages par vidéo ou des services de messages courts et propose d'intégrer ces outils à la prochaine ronde.
- Marina Gilson propose aux membres de parler à Michal Dziong et à Dan Batista si jamais ils ont d'autres idées à propos de la recherche. Ils peuvent intégrer des sujets spéciaux à la prochaine itération de la recherche.
- Guy Gordon indique qu'on est devenu très sophistiqués à poser des questions d'approfondissement de niveau supérieur. Il y a une occasion de conversation stratégique avec des collègues qui mènent la recherche à propos des éléments de pointe. Il indique que ce groupe, à titre de coprésident du comité de recherche, peut être en mesure d'agir en réponse à cette information.
- Heather Sheehy demande que toute question supplémentaire à propos de la recherche de la publication *Les citoyens d'abord 8* soit envoyée à Dan Batista et à Marina Gilson.

Le comité de recherche des Conseils mixtes demande à examiner et à décomposer les résultats du sondage *Les citoyens d'abord 8* et à fournir des recommandations aux conseils sur des domaines d'intérêt afin d'avoir une conversation stratégique sur les résultats.



7. **Groupe de travail sur les avis de décès (ONGLET 7)**

On fournit une mise à jour sur les avis de décès et sur le projet-pilote éventuel avec Terre-Neuve-et-Labrador qui mettra en œuvre un processus de notification électronique. On présente également l'outil de communication des deuils. La discussion met l'accent sur la lenteur du progrès de cette priorité par rapport aux attentes. Il y a un consensus que des conversations plus franches sont nécessaires entre les bureaux de l'état civil et les organismes de service pour aborder les responsabilités ayant des incidences et le besoin d'un engagement et d'un appui de toutes les administrations pour l'élaboration de la solution « une fois suffit ». Il est convenu qu'on fournira aux sous-ministres un portrait réaliste de l'état actuel de l'initiative d'avis de décès, qui nécessite un financement pour progresser. Les membres conviennent qu'il y a un besoin de leadership et de technologie pour faire avancer cette priorité, ce qui signifie que l'accent doit être mis sur une solution technique afin de moderniser les infrastructures obsolètes et de permettre aux bureaux de l'état civil de mettre en œuvre le plan, dans un effort de transformation et d'avancement de la priorité à long terme d'une approche « une fois suffit » dans le but d'améliorer les services offerts aux Canadiens. Nous sommes conscients que ces efforts prendront du temps et qu'une participation est grandement nécessaire. Nous devons donc trouver une solution pour appuyer le renforcement des capacités des provinces et des territoires. De plus, le modèle de financement des bureaux de l'état civil a contribué à ce décalage qui a eu des incidences directes sur la capacité de réaliser des progrès. Les organismes responsables des données de l'état civil (ORDEC) perçoivent l'approche « une fois suffit » comme une véritable menace à leur source de revenus, entravant le progrès que nous essayons de réaliser à l'échelle du pays. Il existe un enjeu provincial qui doit être abordé et qui se situe à l'extérieur de la portée du Groupe de travail, mais qui a des incidences directes sur la capacité de progression. Les membres de la table conviennent que les sous-ministres doivent fournir une orientation.

Anik Dupont, Ron Hinshaw et Anne Matthews fournissent une mise à jour sur les travaux du Groupe de travail sur les avis de décès.

Les efforts de ce groupe représentent une priorité pour les greffiers et les secrétaires de cabinet, la table des SM et la table des Conseils mixtes. Les travaux dans ce domaine sont divisés en étapes :

- 1) Le Groupe de travail a élaboré un plan avec Davis Pier qui aiderait les administrations à aborder des enjeux précis par rapport à leurs processus respectifs d'enregistrement et d'avis de décès, ainsi que les retards à les signaler. Lorsque le plan a été approuvé, on a demandé aux administrations de le mettre en œuvre, ce qui leur permettrait de faire avancer leurs processus. Terre-Neuve-et-Labrador s'est portée volontaire pour mettre en œuvre le plan. Toutefois, en raison du coût élevé de cette mise en

Suivi 5A :

Une mise à jour des efforts du Groupe de travail sur les avis de décès sera présentée le 25 octobre à la table des SM FPT. Les sous-ministres fourniront une rétroaction et une orientation aux Conseils mixtes afin qu'ils puissent aller de l'avant.

Suivi 5B :

Le Groupe de travail sur les avis de décès poursuivra ses travaux et fournira une mise à jour aux Conseils mixtes au cours d'une prochaine réunion.



<p>œuvre, Service Canada collabore avec des partenaires pour déterminer des options et des possibilités de financement pour aider Terre-Neuve-et-Labrador au cours de la mise en œuvre du plan.</p> <p>2) Le plan permettra de s'occuper du [retard dans les délais et les rapports]. Par contre, le Groupe de travail a commencé à examiner la manière d'améliorer les services offerts aux Canadiens et faciliter le traitement de l'expérience générale. Dans le cas de l'outil de communication des deuils, on a constaté que les citoyens peuvent facilement trouver les renseignements qu'ils cherchent lorsqu'ils signalent le décès d'un proche. On collabore avec des administrations, on recueille des renseignements et on conçoit une page de renvoi avec des renseignements communs à l'échelle des administrations. Service Canada collabore avec la collectivité fédérale, et plus particulièrement l'Agence du revenu du Canada (qui couvre 90 % des Canadiens), pour élaborer une solution en vue d'établir un Cadre de fiabilité. Toutefois, l'attention demeure sur l'outil de communication des deuils et l'élaboration d'un prototype d'une solution « une fois suffit ».</p> <p>Ron Hinshaw indique que la C.-B. a passé par le processus de schématisation du parcours des clients et qu'elle a constaté que, de manière générale, les gens n'étaient pas au courant du processus et qu'ils s'attendent à ce que le gouvernement partage les renseignements. Les gouvernements ont un rôle important à jouer et on s'attend qu'ils aident les citoyens pendant les périodes difficiles. Le groupe travaille sur un outil de communication des deuils qui peut répondre aux questions des citoyens.</p> <p>Anik Dupont parle au sujet de la feuille de route « une fois suffit », qui souligne les éléments nécessaires pour une solution « une fois suffit » numérique. Si nous parvenions à accélérer la collecte de renseignements de toutes les administrations, nous pourrions avoir un impact important sur l'expérience générale des citoyens. Il s'agit simplement de travailler pour réaliser cet objectif. Le groupe cherche à diriger l'approche « une fois suffit » en C.-B., où nous partageons des ressources existantes qui ont été produites par la province. Actuellement, les renseignements sont accessibles par le Web et par des documents imprimés et ils peuvent être adaptés pour refléter les renseignements et les processus propres à chaque administration. Beaucoup de travail a été réalisé jusqu'à ce jour, mais les conseils se sont regroupés pour faire avancer cette initiative. Le groupe cherche de l'aide des administrations dans le cadre de son parcours de travail et pour le règlement des difficultés soulevées par les citoyens et communiquées dans le rapport de schématisation du parcours des clients.</p> <p>Le Groupe de travail a eu des discussions avec le Conseil de la statistique de l'état civil et continue de raffiner l'outil de communication des deuils à l'aide de la C.-B., ainsi que la feuille de route pour une solution « une fois suffit ». Le groupe cherche le soutien continu des Conseils mixtes.</p>	
---	--



Commentaires des membres :

- Heather Sheehy indique qu'on a demandé aux membres autour de la table de travailler sur l'enjeu des avis de décès. Ces efforts résonneraient avec les citoyens à l'échelle du pays. Elle rappelle l'incidence sur les Canadiens du regroupement des services liés à la naissance (sous la direction de l'Ontario).
- Sophia Howse indique qu'on pourrait peut-être tirer profit de la gestion des regroupements, qui a été un sujet de discussion plus tôt au cours de la présentation sur UnGC, pour créer un regroupement qui travaillera sur le projet et la feuille de route.
- Natasha Clarke veut connaître les obstacles à l'avancement de ce projet. Elle veut savoir si nous avons formulé quels sont les obstacles réels : sont-ils liés à la relation, aux lois ou à la gouvernance?
- Ron Hinshaw indique que, malgré le partage de renseignements au niveau provincial, les organismes de certaines provinces ne sont pas habitués à l'utilisation de données électroniques et leurs processus sont toujours sur papier. Les Canadiens estiment que cette réalité représente une difficulté. Il mentionne également que les ORDEC sont réticents à appuyer la solution « une fois suffit », car elle diminuerait les revenus qu'ils reçoivent pour chaque certificat de décès délivré aux ministères du gouvernement fédéral.
- Alex Benay fait remarquer que le gouvernement fédéral examine les lois, mais que les difficultés et les obstacles doivent être définis de façon claire.
- Gillian Latham indique qu'elle ne peut penser à un projet ayant une incidence plus importante que celui-ci et qu'elle est prête à faire partie du Groupe de travail. Les fonctionnaires gouvernementaux passent souvent à un modèle de processus lorsqu'ils traitent des cas d'avis de décès et il faut s'éloigner d'une telle pratique.
- Beverly Dicks souligne qu'un des enjeux est la confiance, entre partenaires, envers les données. Quelle en est la source? Il existe des processus de remises en question qui comprennent des changements en matière de règlements et de dispositions législatives. Les données doivent être nettoyées. Dans certains cas, les programmes sont financés par des processus sur papier. Si on change ce modèle, nous n'aurions plus la source des revenus. En tant que dirigeants, nous devons résoudre cette difficulté.



	<ul style="list-style-type: none"> Guy Gordon signale qu'il faut réfléchir au rôle du Bureau de l'état civil et au rôle de l'habilitation numérique. Quel est le modèle d'analyse de rentabilité? Heather Sheehy estime que les sous-ministres doivent connaître les obstacles, car certains enjeux nécessitent leur leadership. Elle propose de remettre le travail jusqu'à ce jour sur les avis de décès, mais d'y inclure les obstacles à l'avancement. Natasha Clarke pose des questions à Anik Dupont sur la façon par laquelle les Conseils mixtes pourraient aider le Groupe de travail sur les avis de décès à réaliser des progrès. Anik Dupont indique que le Groupe de travail est conscient des enjeux, ainsi que de ceux liés à l'état civil. Elle veut savoir si cette décision peut être prise à la table ou si elle doit être discutée dans le cadre d'un forum supérieur. D'un point de vue citoyen, devons-nous continuer à tergiverser? Devons-nous mettre renoncer au projet-pilote avec la C.-B. et régler les enjeux à un niveau supérieur? Beverly Dicks indique que son sous-ministre est le responsable de ce dossier et qu'il est au courant de ces enjeux. Il faut un grand bouleversement pour que la situation change. On devrait poursuivre le projet-pilote avec la C.-B. pour assurer la continuité des travaux jusqu'à ce que la transformation puisse avoir lieu. Les SM doivent prendre ce dossier en charge et fournir des directions aux membres autour de la table. Nous améliorons les processus opérationnels. Nous devons poursuivre les efforts pour améliorer l'expérience des citoyens. Natasha Clarke indique qu'il s'agit d'un rappel de notre rôle à cette table comme dirigeants qui facilitent la collaboration afin de réaliser un vrai progrès. 	
8.	Le GT sur les services axés sur les clients (ONGLET 8) est reporté à une prochaine téléconférence ou réunion des Conseils mixtes	Suivi n° 6 Une discussion sur les services axés sur les clients (approbation du mandat et du plan de travail et mise à jour sur le modèle de maturité) sera établie à une prochaine téléconférence des Conseils mixtes.



9.	<p>Discussion sur l'affectation du financement (ONGLET 9)</p> <p>Une discussion a lieu à propos du processus de demande de financement du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP). Heather Sheehy propose une approche systématique aux demandes de financement, avec des présentations une ou deux fois par année. Actuellement, les demandes de financement semblent être effectuées de façon ponctuelle. Le fait d'avoir une idée ou des estimations des groupes de travail à propos du financement nécessaire au cours d'une période de 12 mois permettrait aux conseils de prendre des décisions de financement en fonction des priorités des membres autour de la table.</p> <p>Harry Turnbull indique que le financement est assuré par chaque conseil (CDPISP et CPSSP), car les Conseils mixtes n'ont pas de compte. Pour les priorités des Conseils mixtes, le CPSSP et le CDPISP assurent chacun la moitié du financement. Les demandes de financements des sous-groupes et des groupes de travail sont normalement effectuées seulement lorsque le groupe a des renseignements précis (portée du travail) à propos d'un élément de travail précis. Le besoin de financement n'est parfois pas connu d'avance.</p> <p>Heather Sheehy note qu'une discussion supplémentaire sera tenue aux réunions du CPSSP et du CDPISP le lendemain. Elle indique que les renseignements sur les estimations de tous les groupes de travail par rapport au financement nécessaire au cours des 12 prochains mois ont été recueillis et partagés avec les membres. Elle demande à ce que ce document soit renouvelé de façon régulière.</p>	<p><u>Suivi 7</u></p> <p>Les trésoriers du CDPISP et du CPSSP, en collaboration avec l'ISAC, fourniront aux groupes de travail les estimations des demandes de financement de façon régulière (le document rafraîchi est présenté au Yukon).</p>
10.	<p><u>Autres affaires :</u></p> <p>A) Sous-comité et groupes de travail</p> <p>Natasha Clarke attire l'attention des membres sur les rapports des sous-comités et note les efforts importants réalisés par rapport aux priorités des conseils.</p> <p>B) Natasha Clarke fait remarquer que le Manitoba s'était porté volontaire pour organiser les réunions des Conseils mixtes en septembre 2019. Elle demande aux membres s'ils sont favorables à ce que le Manitoba organise ces réunions.</p> <p>Heather Sheehy propose la motion et Sean McLeish l'appuie. Tous sont en faveur de la motion.</p>	<p><u>Décision 5 :</u></p> <p>Les membres conviennent que le Manitoba organisera les réunions en personne de septembre 2019.</p>



	C) La prochaine réunion en personne aura lieu à Ottawa en février 2019.	
	D) Mesures de suivi des Conseils mixtes tirées de réunions précédentes (onglet 5A). Incluses dans le cartable aux fins d'information seulement. Aucun commentaire ou aucune question n'est soulevé.	
	<i>Séance levée à 16 h 30, HAP.</i>	